



COMMUNIQUÉ
Paris, le 18/03/2022

LA COUR DES COMPTES RELANCE L'IDÉE DE LA CRÉATION D'UN PÉAGE URBAIN POUR FINANCER LES TRANSPORTS EN COMMUN ; « 40 MILLIONS D'AUTOMOBILISTES » DÉNONCE LA TAXATION À OUTRANCE DES AUTOMOBILISTES.

En février dernier, la Cour des Comptes publiait son rapport public annuel 2022. Cette année, celui-ci est naturellement orienté vers les conséquences financières et économiques de la crise sanitaire pour les administrations et entreprises publiques, parmi lesquelles figure l'IDFM (Ile-de-France Mobilités), qui gère et exploite le réseau de transports en commun franciliens.

Comme d'autres institutions, l'IDFM accusait, à la suite de la pandémie, d'importantes pertes de recettes. Si la plus grande partie de ces pertes a été compensée par l'État, des mesures complémentaires devront être prises au cours des prochaines années pour permettre à l'IDFM de rétablir son équilibre financier. Dans son rapport, la Cour des Comptes formule diverses propositions à ces fins ; les experts de la rue Cambon relancent ainsi l'idée de la mise en place d'un péage urbain à l'entrée de la capitale, dont les recettes serviraient à financer en partie le fonctionnement des transports en commun de la région parisienne.

Aujourd'hui, vendredi 18 mars 2022, l'association « 40 millions d'automobilistes » dénonce cette volonté de plus en plus répandue dans les institutions de faire payer les automobilistes pour financer toutes sortes de projets sans rapport avec leur mode de déplacement. Dans le cas de la mise en place d'un péage urbain aux portes de Paris, la peine serait double : en s'ajoutant à l'application de la ZFE (Zones à faibles émissions) déjà existante et qui prive de leur mobilité des centaines de milliers d'usagers n'ayant pas les moyens d'acquérir un véhicule plus récent, le péage urbain renforcerait encore ce principe de discrimination par l'argent en créant une taxe supplémentaire sur les déplacements automobiles.

« L'automobiliste a toujours été une source providentielle de recettes fiscales pour l'État, mais plus les années passent et plus ce phénomène se renforce, parce qu'il est maintenant devenu politiquement correct de le blâmer pour tous les maux de la Planète et donc de le faire payer à tous les titres possibles et imaginables, constate Pierre CHASSERAY, délégué général de « 40 millions d'automobilistes ». Mais on ne peut plus laisser faire tout et n'importe quoi, sous prétexte que le gouvernement souhaite pousser les Français à emprunter davantage les transports en commun et qu'il n'a pas les moyens de financer les infrastructures nécessaires et suffisantes pour cela », estime le DG.

« L'automobiliste paye déjà pour tout ce qui a trait à l'usage de son véhicule : assurance, autoroutes, stationnement, carburants... On peut considérer que c'est normal, mais la question se pose de plus en plus quand on voit les montants hallucinants qu'atteignent certains postes de dépenses contraintes. Surtout lorsque l'on considère l'impact sur le quotidien des automobilistes : une mobilité toujours plus restreinte, des restrictions de circulation à tout-va, une lutte politique acharnée contre l'automobile... Avec l'État français, c'est 'plus vous payez, moins vous avez le droit de rouler' », analyse Daniel QUÉRO, dirigeant de l'association.

Pour « 40 millions d'automobilistes », le péage urbain est la mesure discriminatoire par excellence : elle s'exerce sans autre critère que le prix de la redevance et seuls ceux qui ont les moyens de payer peuvent accéder à la zone concernée. Associé à la ZFE déjà en vigueur dans la capitale, ce n'est plus qu'une infime minorité des usagers qui pourraient à l'avenir avoir la capacité de circuler dans Paris.



CONTACT PRESSE :

Pierre CHASSERAY
presse@40ma.net

Tél. : 07 78 21 24 47



www.fil-conducteurs.com



@40MA – 40 millions d'automobilistes
@PChasseray – délégué général



www.40millionsdautomobilistes.com



À propos de « 40 millions d'automobilistes » 40 millions d'automobilistes est une association d'intérêt général, porte-parole des automobilistes raisonnables et défenseur de leurs intérêts. Elle est active tant sur le plan national qu'europpéen. Elle intervient dans l'ensemble des débats de fond liés à l'usage de l'automobile face aux grands enjeux sécuritaires et environnementaux, pour adapter et préserver l'automobilité, facteur indispensable à la croissance économique et à la qualité de vie des ménages.
www.40millionsdautomobilistes.com